le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 6 décembre 2020 N° 470 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Les travailleurs montrent leur force par la grève

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial
Mali : Les travailleurs montrent leur force par la grève.

Pages 3 et 4 : **Sénégal**
- Émigration clandestine : Le cynisme du gouvernement.
- Pratiques barbares et trafic d'êtres humains.

Pages 4 à 7 : **Côte d'Ivoire**
- Une société où les travailleurs ne comptent que comme de la chair à exploiter !
- Une histoire de margouillat !
- Déguerpissement des emprises du 4ème pont au mépris des travailleurs.
- Sassandra : Un abus de pouvoir qui ne passe pas.
- Axe Kouepleu-Zouan-Hounien : Quand un accident dégénère en émeute.

Page 8 : **Éthiopie**
- La guerre au Tigré fait des ravages dans la population.

Page 9 : **International**
- Pour mettre fin à la pauvreté il faut renverser le capitalisme.

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

MALI : LES TRAVAILLEURS MONTRENT LEUR FORCE PAR LA GRÈVE

À l'appel de l'UNTM (Union nationale des travailleurs du Mali) une grève de 72 heures (du 18 au 20 novembre 2020) a paralysé une grande partie des services publics ainsi que les banques et les assurances du pays. Si le mot d'ordre de grève a été largement suivi dans la fonction publique malgré les manœuvres d'intimidation opérées par les nouvelles autorités du pays c'est parce que la plupart des petits salariés de l'État ne supportent plus le mépris des autorités qui refusent de prendre en compte leurs revendications.

Parmi ces revendications il y a la revalorisation des salaires et des primes aussi bien dans le public que dans le privé. Certaines revendications remontent à 2014, elles concernent les salariés de l'État qui ont accepté de prendre leur retraite anticipée ou d'être muté dans le secteur privé en échange d'une certaine prime de départ ou d'un bonus dans le versement de la pension de retraite. Jusque là ils n'ont rien perçu. Il y a aussi, par exemple, l'application des mesures contre la cherté de la vie que l'État a promise depuis des années mais qui n'a jamais vu le jour, la remise en marche du chemin de fer abandonné depuis des années, l'ouverture de concours de recrutement de 20 000 diplômés dans la Fonction Publique, etc.

N'ayant pas obtenu de réponse favorable de l'État malien au bout des 72 heures de grève, l'UNTM a déposé un nouveau préavis de grève de 5 jours allant du 14 au 18 décembre prochain. Un bras de fer s'est donc engagé entre la direction de la plus importante centrale syndicale du pays et les autorités politiques sous la tutelle des militaires.

À travers ce bras de fer, un certain nombre de bureaucrates siégeant à la direction de la centrale syndicale cherchent peut-être à faire pression sur les dirigeants du CNT (Conseil National de Transition) qui tiennent les commandes de l'appareil d'État, pour obtenir des strapontins ministériels ou autres postes de sinécure. Mais il n'en demeure pas moins que les revendications avancées par cette même centrale ont un écho certain auprès des salariés du public comme du privé voire auprès d'une grande partie de la population malienne qui souffre de la cherté de la vie. Ce qui est sûr, c'est que cette grève de 72 heures a montré que sans les travailleurs rien ne peut fonctionner dans le pays. Elle a aussi montré une fois de plus qu'elle est une arme dont dispose les travailleurs pour obtenir des améliorations de leurs conditions d'existence.

ÉMIGRATION CLANDESTINE : LE CYNISME DU GOUVERNEMENT

La mort, en novembre dernier, d'un adolescent sénégalais de 14 ans qui rêvait de devenir un footballeur professionnel en Europe en tentant la traversée de l'océan à bord d'une pirogue, a provoqué une intense émotion au Sénégal. Cette mort s'ajoute à la longue liste des naufragés de l'émigration. 480 personnes ont perdu la vie en mer en une semaine en voulant rejoindre l'Espagne en pirogue.

L'histoire de cet enfant a d'autant plus choqué les gens que le gouvernement sénégalais a décidé de traduire son père en justice soi-disant pour dissuader les autres parents « d'encourager » leurs enfants à l'émigration clandestine. Une peine de prison de deux ans a été requise contre lui pour « *homicide involontaire et complicité de trafic de migrants* ». Deux autres pères de famille, dont les fils ont pu être sauvés, ont été arrêtés pour « *mise en danger de la vie d'autrui* ». Leur jugement est attendu le 8 décembre.

Depuis des années, le gouvernement ne cesse de clamer à travers les médias, les écoles et les mosquées sa volonté d'aider la jeunesse sénégalaise à vivre et travailler au pays, mais qu'a-t-il fait concrètement pour que les jeunes ne soient pas tentés de risquer leur vie en prenant des embarcations de fortune ? A-t'il créé assez de travail pour eux ? La plupart de ces jeunes lui reprochent au contraire de faire la chasse à ceux qui essaient de se débrouiller en vendant des marchandises au bord des routes. Ils en ont marre des discours moralisateurs ou culpabilisateurs des autorités et préfèrent tenter leur chance en allant sous d'autres cieux plutôt que de mourir à petit feu sous le poids de la misère.

Cette misère est le fruit du système capitaliste qui jette de plus en plus de gens dans la détresse alors qu'une minorité de parasites et d'exploiteurs amasse des fortunes. L'État sénégalais comme tous les autres États font partie du rouage de ce système inhumain. Ce sont les dirigeants de ces États qui devraient être combattus pour « *mise en danger de la vie d'autrui* ».

Le jeune Doudou (14 ans) qui rêvait de devenir un footballeur professionnel en Europe et qui est mort à bord d'une pirogue en novembre 2020. Voici comment une certaine presse sénégalaise favorable à la thèse du gouvernement, accuse les parents qui « pousseraient » leurs enfants à aller en Europe. Le Khalife général des Mourides a aussi apporté son soutien au gouvernement en déclarant que : « prendre une pirogue en bravant la mer pour aller en Europe est un acte de suicide banni par l'Islam ».

PRATIQUES BARBARES ET TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS

Des gendarmes enquêtant sur un banal vol de scooter dans un quartier de Dakar, ont découvert un centre de séquestration, de maltraitance et de trafics d'êtres humains. En poursuivant leur investigation, ils ont découvert d'autres bâtiments sinistres

du même type dans d'autres quartiers. C'est ainsi qu'entre le 26 et le 28 novembre 2020, 353 personnes, dont des mineurs filles et garçons, ont été libérées selon la gendarmerie. Ces personnes ont affirmé qu'elles ont été séquestrées et maltraitées. Certaines ont subi des actes de torture et portaient des cicatrices sur le corps.

Les gendarmes ont arrêté une quarantaine de personnes appartenant à ce vaste réseau de malfaiteurs et ont découvert qu'elles agissaient sous les ordres d'un haut dignitaire de la confrérie des mourides, Serigne Modou Kara Mbacké. À quoi servaient ces centres de séquestration ? À quel genre de trafic d'êtres humains se livrait ce marabout ? Cette affaire étalée au grand jour embarrasse autant l'ensemble des dirigeants de Touba, haut lieu du mouridisme, que le président sénégalais Macky Sall, leur fidèle allié. C'est Macky Sall en personne qui a accueilli quelques mois plus tôt ce marabout mafieux ainsi que d'autres personnalités au palais présidentiel.

Certain médias se sont emparés de ce scandale et cela a fait le tour des réseaux sociaux, les commentaires vont bon train. Certains dénoncent les pratiques mafieuses dans les hautes sphères du mouridisme et la complicité des autorités politiques, cela ne date pas d'aujourd'hui. Beaucoup pensent que le gouvernement va tenter d'étouffer l'affaire en arrêtant quelques lampistes. En tout cas, le marabout Kara Mbacké est toujours en liberté et n'a fait l'objet d'aucune poursuite judiciaire.

A gauche, le marabout Modou Kara Mbacké et à droite, le président sénégalais Macky Sall

Côte d'Ivoire

UNE SOCIÉTÉ OÙ LES TRAVAILLEURS NE COMPTENT QUE COMME DE LA CHAIR À EXPLOITER !

La parodie électorale terminée, Ouattara a déclaré qu'il continuera d'être le Président de tous les ivoiriens. Sauf que plus d'un mois après son élection, le pays vit toujours sous tension. Des dizaines de jeunes ont été arrêtés par les forces armées notamment dans les villages baoulés. Il y a quelques jours, des véhicules, dont un bus de la Sotra, ont encore été brûlés à Yopougon. À l'Ouest, plus qu'ailleurs, les conflits fonciers attisent les conflits ethniques et xénophobes. Des dignitaires ont été mobilisés partout pour appeler « *à l'apaisement* ». Les religieux sont conviés à organiser des prières pour le « *retour de la paix* ».

Pour autant, il n'y a pour l'instant aucune entrave au fonctionnement de l'économie. Les riches continuent donc de prospérer. Ouattara a ouvert les négociations avec ses opposants. Pour calmer leur appétit, il leur offrira peut-être quelques postes juteux au détriment de son propre clan. Parmi ces gens à caser, il y a le cercle autour de Bédié à qui il pourra confier par exemple la gestion de quelques gros

budgets. Bédié, lui-même, pourra peut-être prétendre à être rétribué de quelques centaines de millions de francs tous les ans pour calmer ses ardeurs. Affi N'Guessan, Mabri Touakeuse et quelques autres pourront peut-être négocier quelques strapontins à leur mesure. De même qu'une solution politique devra être trouvée pour Gbagbo qui encourt en principe une peine de prison dès son retour en Côte d'Ivoire. Quant à Soro Guillaume, si Ouattara ne lui offre pas une solution qui le satisfasse, il lui trouvera bien une place en prison, le temps pour celui-ci de revoir ses prétentions à la baisse. Quant à la centaine de morts et de blessés qu'il y a eu durant cette période électorale, ils auront servi de marchepieds à tous ces hommes de la bourgeoisie pour accéder ou se maintenir à la mangeoire, comme c'est à chaque fois le cas à l'occasion de ce genre d'élection.

Abidjan le 11 Novembre 2020 au Golf Hôtel : Rencontre entre Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara pour trouver un terrain d'entente.

Maintenant, si la situation sociale venait à se dégrader parce que ces différents protagonistes n'auront pas réussi à accorder leurs violons, au point de perturber gravement le fonctionnement de l'économie, alors les puissances impérialistes ne le tolèreront pas car elles ont beaucoup d'intérêts dans ce pays. Et à coup sûr, elles feront alors avec ou sans Ouattara ! La Côte d'Ivoire reste pour elles une source de richesses et Ouattara un simple serviteur de leurs intérêts !

L'impérialisme français est déjà intervenu militairement en 2010 à la suite d'élections similaires. Il avait alors opté pour Ouattara. Mais si celui-ci devient à son tour un élément perturbateur pour ses affaires, il lui trouvera un autre cheval de remplacement !

Pour ce qui est de la situation des travailleurs, « paix » ou pas, avec Ouattara, Gbagbo, Bédié ou un autre au pouvoir, ils auront le droit de continuer à se faire exploiter dans les usines, sur les chantiers, au port d'Abidjan, dans les hôpitaux ou dans les hypermarchés. Mais faudrait-il encore trouver du travail, même mal payé ! Dans tous les cas, comme l'ensemble de la population pauvre, ils continueront, comme aujourd'hui, à subir la dictature de la classe capitaliste. Ils continueront à vivre dans l'insécurité à cause des bandits, « microbes » ou autres, dans leurs quartiers insalubres.

Dans cette société, la « paix » et la « prospérité » sont des privilèges réservés aux seuls riches. Et pendant que les riches se gavent, la situation des pauvres s'aggrave d'année en année, quel que soit le pouvoir en place. C'est ainsi que fonctionne ce système capitaliste qui réduit la grande majorité à la misère et permet à une toute petite minorité de vivre dans une opulence révoltante.

Pour changer fondamentalement leur sort, les travailleurs auront à engager une lutte contre l'ensemble de ce système inique. Ce n'est qu'en mettant fin au capitalisme qu'on pourra bâtir une nouvelle société qui permettra à chacun de vivre dignement sans exploiter et opprimer autrui.

UNE HISTOIRE DE MARGOUILLAT !

Le ministre de l'Économie et des Finances nous apprend que l'État ivoirien était à la recherche d'un prêt d'un milliard d'euros (environ 656 milliards de Fr CFA) et qu'il était même prêt à payer un taux d'intérêt de 5,5% l'an. Finalement, des bailleurs de fonds internationaux lui ont proposé cinq fois le montant demandé et cela à un taux de 5% ! Un demi-pourcent de mieux !

C'est comme si un travailleur demandait à un margouillat de lui prêter deux mois de loyer pour payer son retard. En retour, le margouillat propose de lui prêter jusqu'à dix mois de loyer à un taux d'intérêt encore moins cher que ce qu'il escomptait ! Quelle conclusion doit donc impérativement tirer ce travailleur s'il ne veut pas être pendu ? Doit-il se dire que le margouillat est un gentil gars ou bien qu'il cherche au contraire à le plumer ? La réponse est dans la question, n'est-ce pas ?

Pourtant, notre illustre ministre de l'Économie a tiré comme conclusion que « *les investisseurs renouvellent leur confiance à la Côte d'Ivoire* » ! Il nous apprend aussi qu'une partie de ce nouvel emprunt ne quittera même pas les coffres forts de ces bailleurs de fonds car il servira à rembourser d'anciennes dettes contractées. Et voilà, le margouillat fait son travail !

DÉGUERPISSEMENT DES EMPRISES DU 4EME PONT AU MÉPRIS DES TRAVAILLEURS

Les habitants d'un quartier précaire sont chassés pour faire place au 4ème pont d'Abidjan

Dans la dernière semaine de Novembre 2020, à la grande surprise des habitants, des machines accompagnées des forces dites de l'ordre et de sécurité ont détruit certaines habitations dans le quartier Doukouré à Yopougon et Bramokouté à Atécoubé.

Comme des voleurs, les agents des forces de l'ordre sont arrivés avec leurs moyens de destructions et de déblayage. Les enfants étaient à l'école et les parents étaient au travail. À leur grande surprise, ils apprennent que leurs maisons sont en train d'être détruites. Ceux qui ont pu arriver à temps, ont sauvé quelques effets mais le reste a été enseveli sous les gravats ou même volé. Certaines familles ne sachant pas où aller, ont dormi à la belle étoile.

En l'espace de quelques mois, ce sont des dizaines de milliers de familles qui ont été ainsi chassées manu-militari. Nombreuses sont celles qui attendent encore les indemnisations promises depuis 2016.

Ces habitations détruites sont généralement celles des travailleurs : ouvriers, petits employés de bureaux, petits salariés. S'ils habitent ces endroits dans des habitats précaires au risque de tout perdre, y compris leur vie, c'est parce qu'ils n'ont pas d'autres choix. Pourtant ce sont ces travailleurs qui construisent les belles maisons dans les quartiers des riches, font tourner les usines et produisent toutes les richesses. Mais leurs salaires sont bas et le

revenu de la famille ne suffit pas pour payer un logement digne de ce nom. Ce sont les patrons et leur État qui les contraignent à vivre dans les bidonvilles et à subir de telles situations dramatiques.

Côte d'Ivoire

SASSANDRA : UN ABUS DE POUVOIR QUI NE PASSE PAS

La ville de Sassandra a été secouée récemment par de violentes manifestations d'élèves, d'enseignants et de parents d'élève. Et pour cause, le maire de la ville, se prenant pour le grand seigneur, a fait arrêter, tabasser et séquestrer chez lui un élève. Ce dernier aurait refusé de le saluer lors d'un événement sportif dans la ville. Un professeur, informé de cette situation, venu plaider auprès du maire pour la libération de son élève, s'est fait lui aussi sauvagement tabasser à sang, délesté de son téléphone portable et jeté en prison pour une prétendue violation de domicile.

Lorsque la nouvelle s'est répandue dans la ville, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Élèves, enseignants et population excédés par les abus de ce maire, sont sortis spontanément et ont battu le pavé pour exiger la libération immédiate des personnes incarcérées. La mairie a elle aussi été prise d'assaut par les manifestants qui se sont fait entendre bruyamment. Pendant la manifestation, le domicile du maire a été incendié.

Vu la tournure que prenait la manifestation, les autorités de la ville ont été obligées de libérer les personnes incarcérées.

Ce maire arrogant a montré par ses agissements tout le mépris qu'il a pour les habitants de sa ville. Ces gens se croient tout permis, ils savent qu'ils risquent rarement d'être inquiétés pour leur abus de pouvoir. Mais gare à la colère des populations !

AXE KOUEPLEU-ZOUAN-HOUNIEN : QUAND UN ACCIDENT DÉGÉNÈRE EN ÉMEUTE

Dans la matinée du lundi 23 novembre 2020, il y a eu une collision entre un moto-taxi de transport en commun et un véhicule de la mine d'or d'Ity exploitée par SMI, une société canadienne. Le conducteur est mort sur le coup. L'un des passagers a perdu une jambe qui a été littéralement broyée.

La nouvelle de la mort du jeune, comme une traînée de poudre, s'est propagée dans toutes les contrées voisines. Des villageois et des conducteurs de taxi-moto, mécontents, se sont attaqués aux biens de la mine. Cinq véhicules de la SMI ont été incendiés et un autre a été caillassé. Des barricades ont été dressées le long de la route sur l'axe Kouepleu – Zouan-Hounien. C'est dans la soirée et à coups de renforts de policiers et de gendarmes que la circulation a repris sur l'axe.

Cet incident montre combien les gens sont à cran dans certaines régions. Le moindre incident se transforme rapidement en émeutes ou en affrontements.

LA GUERRE AU TIGRÉ FAIT DES RAVAGES DANS LA POPULATION

Depuis le début novembre, la guerre a éclaté entre le gouvernement central d'Éthiopie et les autorités de la région-État du Tigré. Les victimes sont nombreuses, essentiellement au Tigré et à sa frontière avec la région-État Amhara.

Des combats meurtriers entre l'armée tigréenne et éthiopienne ont eu lieu à Mékelé, la capitale régionale du Tigré qui compte 500 000 habitants. L'espace aérien est fermé, tous les vols sont annulés, il n'y a plus de communication internet dans la région.

Des deux côtés de la frontière Tigré-Amhara, les morts se comptent par milliers, peut-être plus. Des organismes humanitaires dénoncent la présence de charniers. Il est bien évident que ce sont les populations pauvres qui sont les premières victimes. Ceux qui le peuvent, quittent la zone de guerre pour se réfugier au Soudan, on compte déjà plus de 45 000 personnes déplacées.

Après avoir fui le conflit au Tigré, ces Éthiopiens attendent la distribution d'un repas dans le camp de réfugiés d'Um Rakuba, au Soudan, le 28 novembre 2020.

Le conflit entre l'État régional du Tigré et l'État fédéral d'Addis Abeba a démarré lors de la campagne des élections législatives qui devaient avoir lieu en septembre 2020. Le gouvernement central a repoussé les élections à une date indéterminée à cause de la pandémie Covid-19. Les dirigeants du Tigré n'ont pas accepté ce report et ont accusé le Premier ministre, Abiy Ahmed de vouloir profiter de cette occasion pour prolonger son mandat qui devait se terminer en septembre. Du coup, l'État du Tigré a organisé des élections en septembre 2020 en passant outre la décision du gouvernement central. Mais cet acte de rébellion trouve sa source beaucoup plus loin que ces élections.

Au temps du régime féodal du roi Haile Sélassié puis à l'époque du dictateur Mengistu Haile Mariam, de 1974 à 1991, le pays était découpé en régions administratives et non ethniques. À la chute du régime militaire de Mengistu en 1991, c'est l'armée de guérilla du Front Populaire de Libération du Tigré (FPLT) qui a pris le pouvoir avec Meles Zenawi. Ce dernier a changé la constitution et instauré un découpage du pays en une dizaine de régions selon l'ethnie. Le caractère ethnique a été poussé au point que l'origine ethnique de chaque habitant était mentionnée sur sa nouvelle carte d'identité (cela a été supprimé plus tard). Chaque État régional a une certaine autonomie avec sa propre police et sa propre armée. Le pouvoir central est dirigé par un Premier ministre choisi parmi les leaders des régions-États tandis que le parlement central est constitué de députés de chaque région. Ce régime est caractérisé par une instabilité liée à l'équilibre des forces en présence. Les postes sont distribués en fonction de ces rapports changeants.

Les postes clés dans les banques et les ministères sont tenus par des éléments du

FPLT. Ils ont profité de leurs positions pour dilapider les caisses de l'État et des banques et ramener un peu d'argent vers la région du Tigré et surtout vers sa capitale Mekelé. Cela s'est aussi traduit par une velléité sécessionniste de plus en plus affirmée et une défiance toujours plus ouverte vis-à-vis du pouvoir central d'Abiy Ahmed. La marche vers la guerre était déjà enclenchée.

À Addis Abeba, la population ne s'oppose pas à l'action du gouvernement dans l'ensemble. Elle ne veut pas être dirigée par des Tigréens. Le gouvernement n'hésite plus à mettre hors d'état de nuire les hommes qui occupent des postes clés. Les biens bancaires et immobiliers des Tigréens sont confisqués. Ces actions ne déclenchent aucune opposition dans la capitale. On peut dire qu'Abiy a les mains libres pour mener la guerre contre le Tigré.

Les conséquences pour l'ensemble du pays sont dures. Les populations pauvres, déjà touchées et affaiblies par la Covid-19, et la crise économique, subissent maintenant les horreurs de la guerre.

Les prix des denrées de première nécessité ont fortement augmenté. Le mil et le sorgo coûtent plus du double de l'année dernière. Il y a un fort mécontentement latent au sein de la population.

Dans les chantiers, les usines, les travailleurs de toutes les ethnies se côtoient quotidiennement. La gangrène de l'ethnisme ne se manifeste pas pour le moment. Mais dans ce pays multi-ethnique de plus de 100 millions d'habitants, les politiciens de tous bords sont capables de mettre de l'huile sur le feu en attisant les conflits entre les ethnies ou en en créant là où il n'y en a pas. Le risque est d'autant plus grand qu'il n'existe pas à l'échelle du pays, une organisation prolétarienne défendant les intérêts de l'ensemble des exploités.

International

POUR METTRE FIN À LA PAUVRETÉ IL FAUT RENVERSER LE CAPITALISME

La pandémie de Covid 19 a plongé des centaines de millions de personnes dans la pauvreté. Elle a fait augmenter les prix de la nourriture dans tous les pays. Selon l'ONU, 235 millions de personnes dans le monde, 40% de plus qu'il y a un an, auront besoin de l'aide alimentaire internationale d'ici la fin de l'année 2020. La saturation des systèmes de soins, aggravée par la pandémie, pourrait faire augmenter de 45% la mortalité infantile.

Alors que les cotations en bourse de nombreuses entreprises s'envolent, enrichissant leurs actionnaires principaux, l'ONU prévoit déjà que les financements des programmes d'aide alimentaire seront en dessous des besoins.

Les uns accumulent des richesses colossales pendant que les autres crèvent de faim : ce n'est pas la fatalité mais le signe d'un système failli.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.